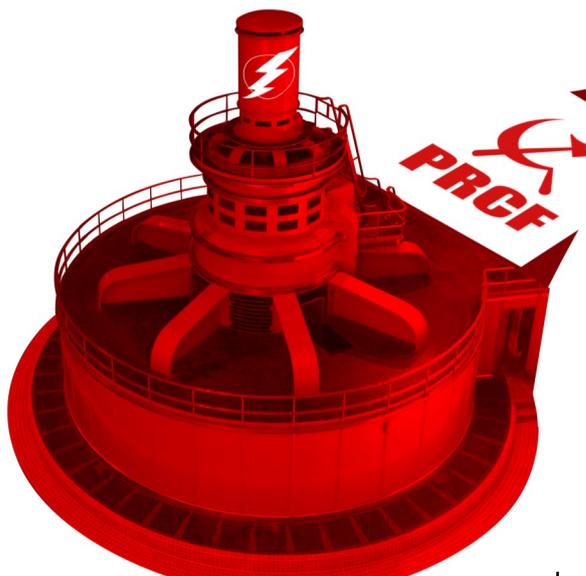


Sur ordre de Bruxelles, Macron privatise les barrages hydroélectriques !

POUR EDF 100% NATIONALISÉ
POUR UNE ÉLECTRICITÉ BON MARCHÉ POUR TOUS
POUR PRODUIRE EN FRANCE DANS DES CONDITIONS ÉCOLOGIQUES



CE TRACT EST DÉDIÉ AU CAMARADE BERNARD PARQUET
ouvrier électricien, militant historique de la **CGT-EDF**,
ancien directeur de l'Ecole centrale du **PCF**,
ancien **élu communiste** à Choisy-le-Roi, **vice-président du PRCF** décédé cet été.

au vu de la structure du réseau français, les ouvrages hydrauliques relèvent tout autant d'une « importance vitale »...

Jusqu'à présent, une très grande majorité des 2 300 barrages métropolitains étaient de fait propriété publique. EDF gère directement 85% des 433 concessions du pays (1 ou plusieurs barrages reliés à une même centrale électrique), le reste est gérée par Engie et des structures régionales, comme la Compagnie Nationale du Rhône ou encore la Société Hydro-Electrique du Midi. Les 150 plus grands barrages (plus de 20 mètres de haut) vont être privatisés d'ici 2022. C'est l'équivalent d'une **puissance électrique de 4.3 GW, soit trois réacteurs nucléaires nouvelle-génération**. L'ensemble des barrages (20 GW) devraient être privatisés d'ici 2050. Les appels d'offres vont commencer à

la fin de l'année 2018 et des firmes de 6 pays se sont déjà montrées intéressées.

« Les barrages fournissent 12.5% de l'électricité française (70% des énergies renouvelables). C'est l'électricité la moins chère : 20 à 30 €/MWh alors que le prix moyen, indexé sur le prix du nucléaire, oscille entre 33 et 46 €/MWh. Un opérateur privé pourrait facilement maintenir les valves du barrage fermées et attendre que le pic de consommation fasse frôler la pénurie d'électricité pour faire monter les prix. Faut savoir que un Gigawatt 'hydraulique coute 1 milliard d'euros à construire, mais tous les barrages en France sont construits depuis longtemps et tout ce qui est turbiné aujourd'hui c'est du pur bénéfice. Pour la FNME CGT (Fédération Nationale Mines Énergie), ce sera la poule aux œufs d'or pour les repreneurs privés. »

Cela fait maintenant dix ans que la Commission européenne exige de la France qu'elle ouvre son secteur hydroélectrique selon les règles d'une concurrence libre et non faussée. Bruxelles en veut à EDF (géré à 83.5% par l'État) pour sa position trop « dominante » sur le marché global de l'électricité. Comme il était impossible d'exiger la privatisation des centrales nucléaires françaises (ces dernières relèvent des « activités d'importance vitale »), c'est l'hydraulique, deuxième source de production électrique du pays, qui a été ciblée par Margrethe Vestag (commissaire européenne à la concurrence). Or,



Il faut sortir par la gauche de l'Union européenne du grand capital !

Mais la résistance commence à se faire sentir par des mobilisations de plus en plus nombreuses des habitants proches des barrages, Le 12 mars, des salariés d'EDF hydroélectricité manifestaient devant le parlement européen à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT-CGC-FO. Ils exigent l'abandon de l'ouverture à la concurrence de la gestion des barrages, d'élus locaux qui s'inquiètent de cet empressement de l'UE au démantèlement du service public. Ainsi dans les Hautes-Pyrénées 150 personnes ont manifesté contre la privatisation du barrage du Tech. Elles défendent une "gestion publique de l'eau et de la production d'électricité " entre autres .

Le comité d'établissement de l'unité de production d'EDF en Ariège informait le public sur le risque de la privatisation, également dans le Tarn le maire du

Vintrou s'est inquiété lors d'une réunion publique de la privatisation du barrage des Saints-Peyres situé sur les communes du Vintrou, Lasfail-lades, Anglès et Saint-Amans-Valtoret,

Pour défendre les conquêtes des travailleurs et l'intérêt national, il est plus que temps de briser les chaînes de l'Union européenne. De sortir de l'Euro, de l'UE, de l'Otan et du capitalisme. D'en sortir par la gauche en constituant un large front populaire progressiste patriotique et antifasciste afin de remettre à l'offensive les travailleurs de ce pays en constituant un nouveau CNR reprenant la proposition de renationalisation et de création d'un grand pôle public de l'énergie, point figurant dans le programme originel du CNR (sous l'impulsion du ministre communiste Marcel Paul), dans le programme candidat du PRCF et revendication des

travailleurs du secteur de l'énergie. Ce grand pôle public de l'énergie est l'outil indispensable pour permettre de réindustrialiser le pays et de produire en France avec les travailleurs de notre pays, pour mettre en place une politique écologique ambitieuse et pour fournir à l'industrie et aux particuliers, y compris à ceux des zones rurales, l'électricité à bas coût qu'avait su produire EDF avant que Maastricht n'entreprenne de casser les « monopoles publics » pour mettre en place de nouveaux MONOPOLES PRIVÉS comme Suez/Engie..

Jo Hernandez, ancien Technicien sécurité à EDF production thermique et ancien secrétaire du syndicat CGT EDF centrale thermique d'Albi, responsable de la commission luttes du PRCF

Soutenez le PRCF et les JRCF , rejoignez leur combat révolutionnaire !

o Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France

o Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom:

Prénom:

Adresse:

CP:

Ville:

Courriel:

Téléphone:

A renvoyer à: PRCF, 8 rue du Clos Lapaume; 92 220; Bagneux